

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE CONSEIL DE SÉCURITÉ

Distr.  
GÉNÉRALE  
A/36/650  
S/14744  
4 novembre 1981  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Trente-sixième session  
Point 58 b) de l'ordre du jour  
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION  
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ  
INTERNATIONALE : NON-INTERVENTION DANS  
LES AFFAIRES INTÉRIEURES DES ÉTATS

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Trente-sixième année

Lettre datée du 2 novembre 1981 adressée au Secrétaire général  
par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation  
des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de m'adresser à Votre Excellence pour demander que la déclaration jointe en annexe, publiée par le Gouvernement révolutionnaire de Cuba le 28 octobre 1981, soit distribuée comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 58 b) de l'ordre du jour, et du conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de Cuba auprès  
de l'Organisation des Nations Unies,  
(Signé) Roa KOURI

ANNEXE

DECLARATION DU GOUVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE DE CUBA

MISE EN DEMEURE ADRESSEE A M. HAIG :

Le 24 octobre, lors de la séance de clôture du Congrès des Comités de défense de la révolution, le camarade Fidel a dénoncé énergiquement la dernière invention des Etats-Unis au sujet de Cuba, de l'Amérique centrale et du Salvador, telle qu'elle figure dans un article publié par le Washington Post et signé par les journalistes yankees - Rowland Evans et Robert Novak. Ces mensonges ont été repris le 19 octobre par les agences de presse internationales.

Dans l'article en question, écrit en des termes violents, insidieux et insolentement mensongers, il était dit que Cuba avait, dans la deuxième moitié du mois de septembre, envoyé au Nicaragua "entre 500 et 600 hommes des troupes d'élite dans le but de s'emparer du Salvador et d'installer à l'Est de ce pays un gouvernement marxiste révolutionnaire".

Comme le signale une dépêche de l'Agence espagnole EFE, les articles desdits journalistes "paraissent quotidiennement dans des centaines de journaux".

Selon une dépêche de l'Agence France-Presse également datée du 19 octobre, le Département d'Etat s'est refusé à confirmer ou à démentir la nouvelle.

Cette manœuvre grossière ne pouvait tromper personne dans notre pays.

Fidel a clairement indiqué le 24 que cet article n'était pas fortuit, mais obéissait à une nouvelle tactique du Gouvernement des Etats-Unis qui, embarrassé par les démentis accablants de Cuba au sujet de fausses déclarations antérieures de certains de ses porte-parole, sur le contenu desquelles il ne pouvait naturellement y avoir la plus petite preuve, avait manipulé de façon honteuse la presse américaine pour qu'elle reproduise ces affirmations. Il a également indiqué que le but impérialiste évident de la manœuvre en question était de justifier l'intervention américaine au Salvador, les menaces grossières et les mesures agressives des Etats-Unis à l'encontre de Cuba.

En usant du subterfuge consistant à refuser de confirmer ou de démentir la nouvelle, M. Haig entendait faire patte d'oie velours après son coup de Jarnac.

Le Gouvernement de Cuba a déclaré de façon catégorique par la bouche du Président du Conseil d'Etat qu'il s'agissait d'un pur mensonge inventé de toutes pièces par l'impérialisme yankee, que Cuba n'avait envoyé aucun soldat des troupes spéciales ni d'aucun autre corps au Nicaragua et "que Cuba n'avait jamais envoyé de troupes au Nicaragua".

Jusqu'ici, la question aurait pu n'avoir guère plus d'importance que les autres mensonges yankees.

Ce qui est grave, c'est que, comme a pu le vérifier de manière absolument sûre le Gouvernement de Cuba, M. Haig a communiqué à d'autres gouvernements importants la nouvelle calomnieuse auparavant lancée à l'intention de la presse, affirmant que le Gouvernement des Etats-Unis avait eu vent du débarquement de 500 soldats au Nicaragua, que l'on disposait des preuves voulues et que ces soldats avaient peut-être comme destination le Salvador. Haig a assorti ces informations de menaces contre Cuba.

En faisant ces affirmations absolument mensongères et cyniques, en ajoutant qu'il disposait de preuves, en communiquant officiellement ces allégations, avec des prétentions sérieuses à d'autres gouvernements et en les accompagnant de menaces contre notre patrie, il ne fait aucun doute que le Gouvernement des Etats-Unis tente de monter une provocation criminelle contre les peuples d'Amérique centrale et de Cuba. On cherche ainsi à préparer le terrain à une forme d'action encore moins délicate.

Nous les avons surpris en train d'organiser une autre supercherie.

Il faut leur faire jeter le masque.

Le Gouvernement de Cuba met en demeure M. Haig de dire, sans hésitation ni subterfuge :

S'il est en mesure de soutenir que Cuba a débarqué entre 500 et 600 soldats au Nicaragua.

S'il est certain ou non que les Etats-Unis détiennent les preuves de cette affirmation.

S'il est certain ou non qu'il a communiqué à d'autres gouvernements ces informations en déclarant posséder les preuves voulues et en accompagnant ses mensonges des menaces grossières dont il est coutumier.

Qu'il dise quel jour, à quelle heure et dans quels avions ont débarqué ces hommes, comme il affirme en avoir connaissance.

Qu'il présente les preuves de ses dires.

GOVERNEMENT REVOLUTIONNAIRE DE CUBA

28 octobre 1981

-----

